

NOTE DE RÉFLEXION N°11

JUILLET 2020

DES SOLUTIONS LOCALES À LA PANDÉMIE GLOBALE : DES VOIES D'AVENIR ?



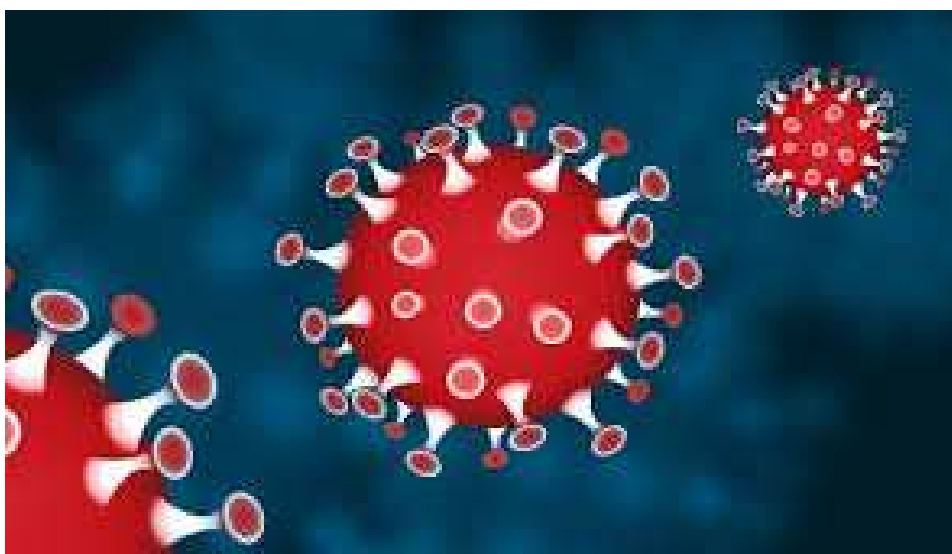
© Tim Dennell

PRÉAMBULE

Comme il le fait régulièrement dans le cadre de crises complexes, multifactorielles et potentiellement durables, le Groupe URD déclenche deux processus :

- Rappel des leçons tirées des grandes crises sanitaires du passé (https://www.urd.org/wp-content/uploads/2020/04/20200402_Crises-sanitaires_FINAL-2.pdf)
- Mise en place d'un processus de type « observatoire de la crise et d'évaluation en temps réel », dont l'objectif est de fournir des synthèses, analyses et recommandations.
- Dans ce cadre, l'équipe de l'observatoire COVID a produit toute une série de notes sur des sujets précis :
 - Santé ;
 - Sécurité alimentaire, agricole et économique ;
 - Cohésion sociale et tensions sociales ;
 - Migrations et mobilités ;
 - Éducation ;
 - Conflits ;
 - Nexus urgence-développement...

Cette 11^e note de l'Observatoire COVID-19 du Groupe URD s'intéresse aux « solutions » ou « initiatives locales » qui ont fleuri dans les sphères de la société civile et citoyenne, par opposition aux acteurs traditionnels de l'action publique (gouvernements, collectivités locales, agences publiques, etc.) et du secteur de l'aide internationale.



Le Groupe URD produit des documents stratégiques dans le cadre d'une convention avec le MEAE (Centre de crise et de Soutien et Direction Générale de la Mondialisation) et l'Agence Française de Développement (AFD). Ce travail permet de renforcer la qualité des interventions autour des crises (avant, pendant, après) au niveau international et sur les sujets d'actualité du secteur. Le contenu de ces documents n'engage que leurs auteurs

RÉSUMÉ

À la faveur de la crise actuelle liée à la pandémie de la COVID-19, les organisations de la société civile et toutes les initiatives portées par des citoyens ont démontré une fois de plus la valeur irremplaçable de leurs actions concrètes, réactives et adaptables, parfois « hyper-localisées » en raison des circonstances mêmes.

En effet, partout dans le monde, les innombrables initiatives apparues dans cette situation inédite de pandémie et de restrictions à la mobilité ont redessiné l'espace de la société civile. De nouvelles formes d'engagement, alliant souvent activisme et solidarité, et de nouvelles tactiques d'action et d'influence ont ainsi émergé.

La plus-value de ces solutions locales semble très liée à la confiance qui se tisse avec les populations et la résilience des territoires qu'elles contribuent à renforcer. Cependant, alors que la crise actuelle souligne les inégalités structurelles de nos sociétés, le réel potentiel de transformation sociale et politique porté par ces initiatives demeure une question centrale. Enfin, la mise en lumière de ces solutions locales vient aussi interroger les modes d'action des acteurs conventionnels de l'aide internationale (bailleurs, agences multilatérales, ONG, etc.) qui ont été – et seront possiblement à l'avenir - sévèrement contraints dans leurs possibilités d'action.

1. INTRODUCTION

1.1. DÉFINITIONS

Qu'entend-on par « solutions locales » ?

Dans le cadre de cette note, on entendra par « solutions locales » des initiatives qui tentent de faire face à la pandémie actuelle, c'est-à-dire de limiter ou résorber ses impacts sanitaires et la myriade d'effets secondaires qui lui sont associés. Les initiatives qui nous intéressent ici sont :

- enracinées localement de manière générale : en provenance de la base (« *grassroots* »), à savoir des individus directement affectés par la crise ou une conjonction de chocs ;
- impulsées ou non par des organisations existantes de la société civile, à savoir des associations, des mouvements ou des coalitions d'acteurs pour la défense de droits ou de type caritatif ;
- formelles ou informelles, c'est-à-dire menées au sein d'organisations établies ou au contraire reposent sur une forme spontanée d'organisation, entre individus engagés.

1.2. ACTEURS

Pour analyser l'émergence de solutions locales à l'occasion de la crise liée au COVID-19, on s'intéressera à des acteurs, le plus souvent locaux, qui ont assumé un ou plusieurs des rôles suivants :

- ✓ Intervenants de première ligne fournissant des services de base ;
- ✓ Défenseurs des droits et gardiens de la redevabilité des gouvernements ;
- ✓ Activistes ou « faiseurs » d'opinion plaidant pour des changements de société et s'attaquant aux causes structurelles des enjeux contemporains (dérèglement climatique et dégradations environnementales, inégalités socio-économiques, violences et conflits, etc.).

Habituellement, ce type d'acteurs peut intervenir à différentes échelles géographiques (local/national/régional/global) pour se faire l'écho de sa communauté et de ses opinions publiques. Cependant, en raison de la crise actuelle, les sphères d'influence sont *de facto* devenues « hyper-localisées » en raison de la restriction des mobilités (mise en place de confinements et de couvre-feux), même s'il demeure possible de se connecter à travers des canaux virtuels (voir à des réseaux et coalitions d'acteurs qui agissent à l'échelle globale).

À ce sujet, il est à noter que le Fonds pour les Droits Humains¹ répertorie et apporte des renseignements sur bon nombre d'initiatives locales à l'occasion de la crise actuelle.

1.3. QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Alors que la période pré-COVID a été marquée par une vague sans précédent de mobilisation de masse, les manifestations, rassemblements et diverses protestations ont brusquement cessé dans certaines parties du monde (Inde, Liban, Chili, Hong Kong, Iraq, Algérie, États-Unis...). Par ailleurs, la crise sanitaire et ses multiples

¹ <https://globalhumanrights.org/stories-from-the-frontlines-of-covid-19/>

effets secondaires ont joué un rôle de révélateur des défaillances structurelles et des inégalités en tous genres tant cette crise touche certes toutes les couches sociales et économiques, mais de manière disproportionnée. Dans des contextes fragiles ou particulièrement précaires, les effets de la crise sanitaire et des mesures prises pour l'endiguer peuvent engendrer des situations de crise humanitaire et sociale. La situation de pandémie globale a ainsi donné lieu à une consolidation des stratégies de contrôle de surveillance par les États (à des degrés divers), ce qui a pu restreindre les libertés publiques, aggraver le non-respect des droits humains et entamer l'espace d'expression de la société civile.

Dans de nombreux domaines, les autorités ont même été considérées comme instrumentalisant la pandémie pour accroître la surveillance et le contrôle, au détriment des droits humains et de la société civile, les rumeurs augmentant la méfiance entre les populations et les États². Des tendances qui se révèlent clairement dans les régimes autoritaires et populistes (Hongrie, Philippines, Zimbabwe, Tunisie, Chine)³, mais des craintes similaires se sont aussi exprimées dans les démocraties (Allemagne, France⁴, Royaume-Uni). Ainsi, Fionnuala Ní Aoláin, rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme parle d'« *une épidémie parallèle de mesures autoritaires et répressives* ».

Quoi qu'il en soit, malgré ce contexte potentiellement restrictif, de nouvelles formes d'activisme et de mobilisation citoyenne ont « fleuri » pour insuffler du changement ou exprimer des solidarités. Dans le monde, plus d'une centaine de méthodes d'actions non-violentes avaient par exemple été répertoriées fin avril par un groupe de chercheurs en sciences politiques⁵, et ce chiffre n'a cessé de croître depuis.

2. TENDANCES OBSERVÉES

2.1. LA POUSSÉE DE SOLUTIONS LOCALES À LA FAVEUR DE LA CRISE LIÉE AU COVID-19

Un bouillonnement d'initiatives d'entraide mutuelle

Une foule d'initiatives citoyennes et informelles ont germé à travers des formes spontanées d'entraide (« *mutual aid* ») entre personnes affectées par la crise, ces initiatives ayant pour but de limiter les effets de la propagation du virus ainsi que les effets secondaires de la crise. Il existe ainsi de nombreux exemples qui ont trait à la levée de fonds, à la fourniture de services essentiels, à la désinfection de lieux publics, à la collecte et la distribution d'équipements médicaux et de protection, à l'aide socio-économique, etc. Ces services sont apportés de diverses manières : en substitution aux lacunes des États ou en les comblant, en collaboration avec les autorités ou en partenariat avec des acteurs économiques.

² <https://issblog.nl/2020/04/24/covid-19-increased-surveillance-during-the-covid-19-pandemic-reveals-the-emergence-of-a-new-architecture-of-global-power-by-jacqueline-gaybor-and-henry-chavez/>

³ <http://www.slate.fr/story/189468/coronavirus-pandemie-regimes-autoritaires-hongrie-orban-philippines-duterte-israel-netanyahou-chine-jinping>

⁴ <https://aoc.media/opinion/2020/03/26/peut-on-penser-le-post-coronalisme>

⁵ <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/20/the-global-pandemic-has-spawned-new-forms-of-activism-and-theyre-flourishing>

Exemples de services fournis :

- ✓ Dons et fabrication d'équipement médical pour les soignants (masques, gants, blouses, lunettes, désinfectants...) et les personnes ayant des besoins urgents,
- ✓ Cuisines publiques et banques alimentaires d'urgence (Inde¹),
- ✓ Fonds de solidarité, assistance économique et orientation sociale pour ceux qui ont perdu leurs moyens de subsistance du jour au lendemain en raison des situations de confinement (Inde¹),
- ✓ Accès en ligne à des consultations médicales gratuites (Philippines¹),
- ✓ Lutte contre la désinformation :

Dans certains pays, la lutte contre la désinformation est d'autant plus nécessaire que celle-ci est exacerbée par les dirigeants politiques (Brésil, Pologne). Ces actions ont pour but de sensibiliser les populations pour lutter contre la propagation du virus et la stigmatisation des malades. Des initiatives de ce genre ont été conduites par des organisations de femmes micro-entrepreneuses et des groupes d'épargne et de prêt (en Inde, Ouganda, Éthiopie...).

- ✓ Protection des groupes marginalisés :

Sans l'aide de l'État, la Karen Women's Organization (KWO) a distribué en Birmanie des masques et des produits d'hygiène dans les camps de réfugiés, mais aussi traduit en langue karen des informations essentielles sur la prévention et la protection contre COVID-19. En tant qu'intervenants de première ligne, la prestation de services directs a permis à la KWO de formuler des recommandations répondant aux besoins du peuple karen.

- ✓ Partenariats avec des acteurs publics et économiques :

En Iran, une coalition de volontaires et d'entrepreneurs a réussi à importer plus d'un demi-million de masques et à faire fabriquer 77 000 respirateurs malgré les sanctions d'embargo contre le pays¹.

En Inde, des groupes d'aide mutuelle ont produit environ 20 millions de masques en quelques semaines¹. Non seulement, ce modèle de production décentralisé implique moins de logistique et de temps pour livrer aux hôpitaux et aux clients locaux, mais il sera aussi vital à l'heure de la relance économique et de la reconstruction. Cette situation démontre le *leadership* des micro-entrepreneuses rurales pour produire et distribuer des millions de masques dans des délais très courts et dans une situation de confinement et de restriction des déplacements.

Pour faire face à la pandémie, de nouveaux modèles de production et commerciaux ont aussi émergé, comme RUDI, une société de distribution détenue et gérée par des femmes rurales (Inde⁶). Au-delà de la solidarité et

⁶ *Idem.*

de l'entraide, ces modèles démontrent le potentiel d'une économie de base décentralisée et auto-suffisante tout en soutenant les couches les plus faibles de la société, ce qui la rend plus résiliente en cas de nouveaux chocs ou de catastrophes.

Une mise en lumière des inégalités socio-économiques

Au-delà des besoins immédiats, les réponses locales à la pandémie peuvent endosser une mission politique plus large et contribuer à la résilience de leurs communautés en soutenant des changements socio-politiques ou économiques. Ce type de mobilisations renforce la vitalité de la société civile en général et souligne des enjeux socio-économiques révélés par la pandémie.

Exemples de mobilisations :

- ✓ Plan d'urgence féministe lancé au Chili afin de combiner coordination des soins sanitaires et soutien mutuel contre les violences basées sur le genre (VBG),
- ✓ Grève des loyers durant le confinement (Espagne),
- ✓ Campagne revendiquant des logements vacants pour les sans-abris pendant le confinement (États-Unis¹),
- ✓ À travers le monde, des groupes de femmes se sont organisés pour aider celles confinées avec des conjoints maltraitants.

Ainsi, par leur représentativité et leurs prises de parole, les réponses locales ont mis en valeur le sort de groupes vulnérables tout en demandant des protections spécifiques dans le cadre d'un agenda progressiste. C'est le cas de l'Initiative for Social and Economic Rights (ISER) en Ouganda qui a souligné plusieurs points destinés à renforcer le système de santé publique, notamment un financement adéquat et un accès continu pour les patients non COVID-19⁷. L'ISER contribue également à garantir que les besoins de toute la population sont représentés dans l'élaboration des politiques de santé publique.

La défense de droits fondamentaux

Les organisations de la société civile et les mouvements citoyens se sont aussi mobilisés pour la défense des droits civiques et des libertés fondamentales. Cela constitue un défi dans un contexte parfois restrictif et liberticide (voir précédemment).

⁷ <https://iser-uganda.org/news-events/notable-developments/421-maintaining-human-dignity-and-respect-for-social-and-economic-rights-during-the-covid-19-pandemic>

Exemples d'actions de défense des droits et libertés :

- ✓ Procès contre le gouvernement qui exigeait le remboursement des frais de quarantaine obligatoire (Muslims for Human Rights, Kenya)¹,
- ✓ Suivi des mesures gouvernementales et documentation des violences commises par les agents de l'État (Spaces for Change, Nigeria),
- ✓ Retrait d'une loi condamnant à la prison les personnes accusées de diffuser de fausses

D'autres acteurs civiques ont demandé des comptes à leur gouvernement et dénoncé l'incompétence des autorités (Égypte, Thaïlande⁸) ou encore la lenteur des réponses par des concerts de casseroles (Brésil, Chili⁹).

2.2. CE QUE CELA NOUS DIT DU POTENTIEL ET DES RÔLES ASSUMÉS PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

La valeur irremplaçable des solutions locales

Une fois de plus, la pandémie actuelle démontre la valeur des solutions locales – concrètes, accessibles à tous et adaptées aux préoccupations quotidiennes -, ceci dans tous les secteurs de la vie sociale : sanitaire, économique, éducatif, sécuritaire... Parce que l'efficacité de la réponse est fortement liée à la confiance des populations, les acteurs locaux – institutions, associations, personnes d'influence ou citoyens engagés - sont souvent les mieux placés pour diffuser des informations de santé publique et de prévention, mettre en place des programmes de suivi et de localisation, identifier et apporter un soutien vital à ceux qui doivent être protégés en priorité.

Les leçons tirées des épidémies passées ont montré que les efforts des gouvernements sont plus efficaces lorsqu'ils s'appuient sur l'engagement des communautés afin de décentraliser les réponses et contrôler la propagation des maladies (A. de Wall¹⁰, Sorcha O'Callaghan¹¹). La valeur d'organisations fortes et ancrées localement lors d'une urgence sanitaire constitue ainsi l'un des principaux enseignements de la réponse aux épidémies d'Ebola en Afrique de l'Ouest et en République démocratique du Congo.

C'est aussi l'esprit de l'appel lancé par l'Institut Santé Mondiale 2030¹² en France, qui plaide en faveur d'une réponse efficace et adaptée, incluant nécessairement les acteurs de la société civile. Plus largement, face à l'éventualité future de crises systémiques (telles que la pandémie liée à la Covid-19), la plus-value des solutions locales est également démontrée dans le domaine de l'adaptation climatique¹³.

Un énorme potentiel de mobilisation sociale et citoyenne

À la faveur de la pandémie actuelle, les organisations et les mouvements de la société civile ont démontré l'énorme potentiel de mobilisation collective qu'ils représentent pour une participation civique et activiste. Cela

⁸ <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1878380/doctors-issue-stage-3-warning>

⁹ <https://www.aljazeera.com/indepth/features/quarantined-chileans-keeping-protest-movement-alive-200414122141809.html>

¹⁰ <https://africanarguments.org/2020/03/19/can-there-be-a-democratic-public-health-from-hiv-aids-to-covid-19/>

¹¹ <https://www.odi.org/blogs/16779-covid-19-five-lessons-ebola>

¹² Institut Santé Mondiale 2030, "L'inclusion et la participation de toute la société à la réponse au Covid-19 - Éléments de réflexion", Avril 2020 - Note numéro 10.

¹³ Mfitumukiza, D., A. S. Roy, B. Simane, A. Hammill, M. F. Rahman, S. Huq (2020), [Scaling local and community-based adaptation](#). Global Commission on Adaptation Background Paper. Rotterdam and Washington, DC.

s'explique par la capacité des organisations de base et des structures communautaires à tirer rapidement parti de leurs contacts avec les communautés locales et à organiser des actions de masse, malgré les contraintes et les restrictions en vigueur.

Un rôle d'intermédiaire entre la population et les gouvernements

Les organisations de base et les acteurs citoyens ont joué un rôle déterminant dans l'identification des personnes à soutenir en priorité pendant cette période d'épidémie.

Ainsi, au Rwanda par exemple, les membres des comités de quartier (*umudugudu*, la plus petite unité administrative du pays) établissent les listes des familles dans le besoin pour qu'elles bénéficient du programme alimentaire du gouvernement¹⁴. En Inde, une coalition de 30 ONG (Rural Community Response to COVID-19) s'appuie sur un réseau de plus de 10 000 groupes d'entraide de femmes pour identifier les plus vulnérables, comme les travailleurs migrants, et collabore avec les gouvernements locaux pour fournir un abri immédiat, de la nourriture et une aide médicale, mais aussi pour livrer les allocations distribuées par les États.

Même des gouvernements considérés comme peu à l'écoute ont commencé à collaborer avec ces initiatives locales et citoyennes pour gérer la pandémie et atteindre les populations. En Inde par exemple, le gouvernement a mis au point une plate-forme numérique pour relier les bénévoles des organisations sociales, les représentants de la société civile et l'administration locale¹⁵.

Cette articulation entre mouvements locaux de solidarité et exercice de la démocratie locale est au cœur des réflexions des acteurs de la coopération décentralisée. Ces derniers sont en effet convaincus que l'efficacité de la gestion de crise dépend beaucoup de la capacité des autorités locales à prendre en main l'action de proximité (sensibilisation et éducation à la santé, mise en place de systèmes d'entraide, continuité des services publics, lutte contre les violences, respect du confinement, détection et isolement, etc.). Les représentants des gouvernements locaux et régionaux insistent en particulier sur les pratiques innovantes basées sur la technologie et les alliances avec la société civile comme moteur de solidarité et de construction des résiliences à venir sur les territoires¹⁶.

C'est aussi la raison pour laquelle des membres de Cités Unies France (CUF) ont lancé fin avril un fonds de solidarité alimenté par les collectivités françaises et destiné à soutenir les collectivités territoriales africaines. En juin, les promesses de dons s'élevaient à 200 000 Euros. Dans la tribune de lancement¹⁷, CUF appelait aussi à la création d'un fonds global soutenu par l'Union européenne, les États, les bailleurs de fonds et le Réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

¹⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/10/coronavirus-au-rwanda-felix-organise-la-solidarite-officielle-de-quartier_6036269_3212.html

¹⁵ <https://www.firstpost.com/health/coronavirus-outbreak-narendra-modi-announces-covid-warriors-website-to-link-social-civil-society-organisations-with-local-authorities-8301531.html>

¹⁶ « La démocratie locale au lendemain de la pandémie du COVID-19 », webinar organisé par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), ONU-Habitat et Metropolis, 18 juin 2020.

¹⁷ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/covid-19-nous-elus-locaux-de-france-sommes-particulierement-inquiets-pour-le-continent-africain_6037567_3212.html

3. QUELLES ÉVOLUTIONS POUR LE FUTUR ?

3.1. DE NOUVELLES FORMES D'ACTIVISME ET D'ENTRAIDE

Au cours de la pandémie, alors que les moyens habituels de mobilisation étaient particulièrement restreints (confinement, interdiction des manifestations, distanciation sociale, etc.), les groupes d'activistes ont dû réorganiser leurs activités, leurs lignes et méthodes d'action. Ainsi, à travers le lancement de campagnes virtuelles et interactives mais aussi d'autres moyens particulièrement créatifs, on a assisté à une réinvention des formes d'activisme et de solidarité. Par exemple, les jeunes activistes pour le climat ont organisé des manifestations hebdomadaires en ligne, lancé des « tempêtes de tweets » et le concept de « teach-ins » (occupation de lieux publics pour sensibiliser et protester), développé des documents d'orientation et des sites internet au sujet du changement climatique pour stimuler l'action civique, la création de mouvements et l'aide mutuelle (Royaume-Uni).

Exemples de mobilisations alternatives :

- ✓ Manifestations en voiture pour les migrants irréguliers (États-Unis¹),
- ✓ Concerts de casseroles (cacerolazo) dans divers pays,
- ✓ Manifestation des chiffons rouges aux fenêtres (Colombie¹).

Certains mouvements de protestation brutalement interrompus se sont également investis dans des actions d'entraide de proximité pour maintenir l'élan et leur visibilité, à l'image du HIRAK en Algérie¹⁸. De son côté, le mouvement Extinction Rebellion (ER) a introduit un nouvel axe - celui de justice sociale - dans ses thèmes de lutte en faveur du climat.

À la faveur de la crise, l'espace civique s'est donc redessiné et a exploré des brèches qui pourraient augurer de nouvelles manières d'influer dans la sphère politique. Selon certains analystes, ces nouvelles formes et tactiques, combinant souvent activisme et solidarité, pourraient améliorer leur capacité d'influence et de transformation sociale dans les temps à venir (post-COVID) : « *Loin de condamner les mouvements sociaux à l'obsolescence, la pandémie - et les réponses des gouvernements à celle-ci - engendrent de nouveaux outils, de nouvelles stratégies et de nouvelles motivations pour pousser au changement* » (The Guardian, *op. cit.*).

Aux Philippines par exemple, ActiveVista articule un travail autour de la réappropriation de valeurs universelles d'engagement (droits de l'homme, solidarité...) et de valeurs civiques nationales comme solutions concrètes aux préoccupations quotidiennes (économique, sécurité, santé). Contre les excès du gouvernement du Président Duterte (militarisation de la réponse COVID) et la violence d'État (attaques contre la liberté d'expression et les défenseurs des droits humains), l'entraide apparaît en effet de fait dans ce pays comme un acte politique contestataire. Ainsi, selon Leni Velasco-Bicol (Directeur d'Active Vista), « *la solidarité sociale est la dernière ligne de défense* ».

Enfin, ce travail de mobilisation citoyenne s'effectue avec d'autres alliés qui se situent en dehors de la sphère des droits humains, comme les artistes, scientifiques, agents de la santé publique et jeunes militants. C'est par exemple le cas du mouvement sénégalais Y'en a Marre qui a réorienté ses actions de protestation sociale pour diffuser des chansons sur la distanciation sociale et les moyens de protection contre le virus.

3.2. QUEL POTENTIEL PROGRESSISTE OU DE CHANGEMENT SOCIAL APRÈS LA PANDÉMIE ?

Parce que la pandémie a agi comme un révélateur des inégalités et des injustices à travers les sociétés, mais aussi parce que les initiatives citoyennes ont gagné en légitimité du fait de leurs multiples contributions pour fournir des services essentiels, il est possible que la société civile voie son rôle de mobilisation revalorisé et réinvesti par l'opinion publique.

Pourtant, des interrogations demeurent sur la capacité de ces mouvements à maintenir l'élan en tant que canaux de l'aide, de la mobilisation collective et du plaidoyer politique, pour porter des agendas de transformation sociale et politique (protection sociale, santé publique, équité sociale, bonne gouvernance). Le potentiel de cette myriade d'initiatives d'entraide et de défense des droits sera-t-il transférable dans la sphère politique ? La question reste entière alors que la pandémie a aussi eu comme effet de grossir les clivages sociaux et que d'autres groupes se sont opposés aux solutions locales ici mises en valeur (citoyens aux Etats-Unis ou politiques locaux au Brésil hostiles au confinement et aux mesures de précaution) ou encore ont soutenu des actions de solidarité sous couvert d'un agenda non progressiste (mouvements locaux stigmatisant une partie de la population, gangs criminels, etc.).

Pour cela, les multiples initiatives parfois très localisées devront probablement se connecter à des coalitions plus larges, à l'échelle nationale ou transnationale, et envisager de nouvelles alliances. C'est dans cet esprit qu'est née la proposition d'un Pacte Écosocial Latino-Américain¹⁹ début juin 2020, avec le soutien de plus de 450 organisations. L'un des points-clés de cette plateforme est l'articulation de la justice redistributive avec les justices environnementale, ethnique et de genre.

3.3. LES NÉCESSAIRES ADAPTATIONS DU SECTEUR DE L'AIDE CONVENTIONNELLE

Soutenir et renforcer les capacités/solutions locales

Beaucoup d'organismes de la société civile ont dû réorienter leurs activités vers la santé publique ou l'aide humanitaire (distributions, sensibilisation) pour parer aux effets immédiats de la crise. Si une telle réorientation pouvait paraître naturelle pour des organisations traditionnellement orientées vers l'aide au développement ou d'urgence, elles ont néanmoins revu parfois leurs publics, noué de nouveaux partenariats ou dû combler les lacunes des réponses gouvernementales.

Cette réorientation d'activités s'est avérée moins évidente pour des acteurs des droits humains et civiques ou des acteurs économiques. Ainsi, à titre d'exemple, des organisations de droits humains ou de surveillance démocratique ont focalisé leur action sur la dénonciation des fausses informations (Brésil) ou encore la distribution de masques et de nourriture (Kenya).

Dans le contexte d'une pandémie globale, les acteurs locaux étaient en outre mieux placés pour accéder et s'adresser aux populations que les acteurs du secteur de l'aide qui ont été soumis à de fortes contraintes (restrictions des déplacements, méfiance des populations, système bureaucratique et globalement peu agile, etc.). Par ailleurs, malgré la nécessité reconnue d'apporter un soutien aux acteurs locaux notamment à travers des mécanismes de financement flexibles, seule une minorité de bailleurs internationaux répond aux engagements

¹⁹ <https://www.opendemocracy.net/en/democraciaabierta/social-ecological-economic-intercultural-pact-latin-america/>

pris (Grand Bargain, mai 2016). Ainsi, le plan de réponse humanitaire des Nations unies²⁰ reconnaît l'importance du *leadership* local en matière de réponse (première version publiée le 25 mars 2020) mais il semble que seule une infime partie de cet argent ait atteint les organisations de première ligne à ce jour. En effet, selon les données financières du FTS²¹, les principaux bailleurs de fonds ont accordé à la mi-juin près de 2,5 milliards de dollars de financement, dont 1,8 milliard (74 %) à l'ONU. Les ONG, en revanche, n'ont reçu qu'environ 73 millions de dollars (3 %) du total, dont 1,7 million de dollars (0,07 %) pour des organisations locales et nationales spécifiques²².

Questionner les rôles, réinventer les fonctions

La crise liée au Covid-19 sera-t-elle une opportunité pour repenser le rôle des acteurs de l'aide conventionnelle ?

Les interdictions de voyage toujours en vigueur signifient notamment que les travailleurs humanitaires internationaux seront de plus en plus souvent dans l'impossibilité d'être physiquement présents sur le terrain. Pour avancer sur le programme de localisation du Grand Bargain, les dichotomies entre les acteurs internationaux et locaux devraient donc céder la place à des partenariats plus équilibrés, fondés sur la complémentarité et l'avantage comparatif.

La présence des organisations internationales de la société civile restera en effet essentielle pour soutenir leurs homologues locaux, mais la relation actuelle dominante de sous-traitance pour la prestation de services opérationnels devrait évoluer vers un rôle de soutien, de facilitation et d'autonomisation. De l'avis de certains analystes²³, le rôle des acteurs internationaux doit ainsi inévitablement évoluer pour passer d'agents de prestation à des facilitateurs, des contrôleurs et des défenseurs.

Amplifier les voix et les initiatives locales

Une évolution d'un secteur de l'aide professionnalisé vers le soutien à des formes d'activisme informel et localisé est-elle envisageable à l'avenir ?

Certains auteurs plaident en faveur d'un renforcement du soutien transnational aux organisations et initiatives locales (y compris les groupes civiques). Selon eux²⁴, les acteurs majeurs de l'aide internationale devraient permettre aux acteurs locaux d'adapter leurs réponses, de former des alliances et de lancer des expérimentations nouvelles : « *Le moment est venu de surmonter les vieilles habitudes d'assistance par projet, les exigences administratives lourdes et les délais limités* ».

Renforcer les systèmes nationaux et les réponses inclusives

Parmi les voies envisagées pour faire évoluer les modalités de l'aide internationale, il serait souhaitable que les acteurs s'engagent davantage dans l'appui aux gouvernements nationaux. Mais cette optique brouille les lignes actuelles entre aide humanitaire et développement, et fait craindre aux acteurs humanitaires une atteinte à leurs principes.

²⁰ https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHRP-COVID19_JulyUpdate_Abridged_FR.pdf

²¹ FTS : Financial Tracking System (UNOCHA).

²² <https://www.cgdev.org/blog/humanitarian-financing-failing-covid-19-frontlines#XuxNv040GEM.twitter>

²³ <https://www.cgdev.org/blog/faced-covid-19-humanitarian-system-should-rethink-its-business-model>

²⁴ <https://carnegieendowment.org/2020/04/21/civil-society-and-coronavirus-dynamism-despite-disruption-pub-81592>

À l'avenir, les humanitaires pourraient cependant avoir un rôle croissant dans le renforcement des systèmes nationaux (systèmes de santé et de protection sociale) et le plaidoyer pour une distribution équitable des ressources et un accès basé uniquement sur les besoins, notamment lorsqu'un vaccin sera disponible.

Une approche similaire devrait également s'appliquer pour faire face à l'impact socio-économique de la crise. Déjà, les acteurs humanitaires réfléchissent à la manière de développer les programmes d'aide en espèces et de bons d'achat alors que les gouvernements du monde entier élaborent des réponses de protection sociale à la crise. Les humanitaires pourraient soutenir ce processus et plaider pour l'inclusion des groupes particulièrement vulnérables, plutôt que créer de nouveaux systèmes parallèles de transferts monétaires.

CONCLUSION

À la faveur de la crise liée au COVID-19, les mouvements sociaux et d'entraide se sont adaptés et réorganisés, renforçant parfois leur base de soutien, leurs messages et leurs stratégies d'action. S'il est clairement apparu que l'initiative et la créativité sont venues des organisations de la société civile et des organisations de base, leur impact pourrait être bien plus important si elles étaient soutenues par les systèmes et les structures du gouvernement.

C'est pour cette raison que la nécessité d'un soutien financier, flexible et long-terme par les bailleurs et la communauté internationale, aux solutions locales – qu'ils soient des défenseurs de droits, des activistes ou des mouvements sociaux à base communautaire - devient urgente alors que les actes ne reflètent toujours pas les engagements pris en faveur de la « localisation » depuis le Sommet mondial d'Istanbul (WHS, mai 2016).

Dans le même ordre d'idée, l'émergence des « solutions locales » qui sont apparues au grand jour lors de cette crise globale devrait inspirer les organisations conventionnelles de l'aide pour repenser leurs rôles et leurs modes de faire. Une réflexion critique et une refonte des modèles existants qui permettrait aux « poids-lourds » de l'aide internationale de maintenir leur crédibilité et leur légitimité, en potentialisant et en amplifiant l'impact des solutions locales. Ce sujet sera au cœur des débats des prochaines [Universités d'Automne de l'Humanitaire](#) organisées par le Groupe URD du 23 au 25 septembre 2020 à Plaisians (Drôme).



Siège du Groupe URD
La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

urd@urd.org

www.urd.org

SUIVEZ-NOUS SUR

